

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : UID4243-DSSP-019-0714/JI		Saint-Étienne, le 18 décembre 2019
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
SARPI LA TALAUDIÈRE ZI Molina la Chazotte 461 rue Georges Sand 42350 LA TALAUDIÈRE		S3IC 61-3519 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS
Activité principale : transit, regroupement et prétraitement de déchets dangereux		
Date du contrôle : 27 novembre 2019		
Inspecteur : Julien INART et Bertrand GEORJON		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident		<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :
Thème du contrôle • odeurs		
Principales installations contrôlées : bâtiment abritant les activités de broyage de déchets solides		
Référentiels du contrôle : arrêté préfectoral complémentaire du 05 février 2019		
Personnes rencontrées et fonctions		
Nom	Société	Qualité
Monsieur GAC Madame BERRIRI	SARPI	Directeur Responsable QHSE
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Pôle DSSP <input type="checkbox"/> Autre :	

Constats de l'inspection

I – Présentation de l'établissement et contexte

La société SARPI exerce sur le territoire de la commune de La Talaudière une activité de transit, regroupement et prétraitement de déchets dangereux. Les déchets entrants sont des eaux, hydrocarbures, boues, huiles solubles, solvants, liquides chlorés, emballages métalliques, plastiques souillés et déchets toxiques. Le traitement des déchets sur ce site s'effectue principalement au sein d'un bâtiment (référéncé A4) fermé par trois côtés et couvert, abritant :

- un broyeur permettant le broyage de contenants (parfois avec contenu) jusqu'à 1 000 l sauf produits toxiques, pulvérulents, réactifs à l'eau ;
- une unité de valorisation des emballages métalliques souillés par cryogénie.

Le site, régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2004 modifié, est classé Seveso seuil bas.

II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

• Dispositions pour limiter les émissions d'odeurs issues du bâtiment A4

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la fosse de stockage des déchets broyés était ennoyée du vendredi 17h au lundi 07h. L'unité de broyage des déchets dangereux est équipée d'un dispositif automatique de brumisation.

<u>Constat n° 1</u>		
Conclusion	Références réglementaires	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral du 5 février 2019	/
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

• Enregistrements des épisodes odorants et modalités d'admission des déchets odorants

L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que les épisodes odorants étaient consignés. Il a également précisé que l'établissement essayait de limiter le plus possible l'admission de déchets odorants. Pour cela, les fiches d'identification des déchets, à remplir préalablement par les producteurs des déchets en vue de l'acceptation de ces derniers sur le site, ont été modifiées et comportent une case à cocher si les déchets sont odorants. L'exploitant se base également sur les précédents refus de réception qu'il a pu effectuer en raison d'odeurs afin d'identifier ceux-ci préalablement à leur éventuelle acceptation.

<u>Constat n° 2</u>		
Conclusion	Références réglementaires	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Articles 4 et 6 de l'arrêté préfectoral du 5 février 2019	/
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

• Captation et traitement des effluents atmosphériques issus du bâtiment A4

L'exploitant a transmis une étude aéraulique relative au dimensionnement de l'installation de captation des effluents atmosphériques dans le bâtiment abritant les activités de broyage de déchets dangereux et de valorisation des emballages souillés par cryogénie. Cette étude conclut notamment qu'il est indispensable que ce bâtiment soit fermé. Lors de l'inspection, il a été constaté que les travaux de fermeture du bâtiment étaient pratiquement achevés, seules les portes restant à installer, ce qui est programmé pour la première semaine de l'année 2020. Des systèmes de captation des effluents atmosphériques ont également été installés au niveau de la fosse des déchets à broyer, du broyeur, de la fosse de broyats et de la zone de chargement des camions, de la fosse des déchets à traiter par cryogénie. L'exploitant a indiqué qu'en début d'année 2020, une caractérisation des COV canalisés et résiduels (diffus) allait être réalisée afin de dimensionner au mieux le système de traitement.

Il a été demandé à l'exploitant que dans l'attente du choix définitif de système de traitement et de son installation, les effluents atmosphériques issus du bâtiment A4 continuent de transiter par le biofiltre ou alors qu'un dispositif transitoire à base de charbon actif soit installé.

L'exploitant a fourni un planning de réalisation des actions restant à mener, qu'il est proposé d'acter par voie d'arrêté préfectoral.

Constat n° 3

Il est demandé à l'exploitant que les effluents atmosphériques issus du bâtiment A4 continuent de transiter par le biofiltre ou alors qu'un dispositif transitoire à base de charbon actif soit installé, dans l'attente du choix définitif de système de traitement et de son installation

Conclusion	Références réglementaires	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 5 de l'arrêté préfectoral du 5 février 2019	/
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

III – Conclusion

Suites données par l'inspection

- ☐ Observations ou non conformités à traiter
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) :

Synthèse des suites :

Cette visite a permis de constater que la société SARPI avait mis en place et engagé les actions relatives à la limitation des nuisances olfactives prévues dans l'arrêté préfectoral du 5 février 2019. Des travaux sont encore à effectuer selon un planning qui a été proposé par l'exploitant. Il est proposé d'acter par voie d'arrêté préfectoral le planning proposé et la demande que les émissions atmosphériques du bâtiment A4 transitent soit par le biofiltre existant, soit par un filtre à charbon

actif installé de façon transitoire, dans l'attente de l'installation et de la mise en service du dispositif de traitement. Un projet en ce sens est joint au présent rapport.

Signature de l'inspecteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement	Le chef du pôle « Déchets, Sites et sols pollués » de l'Unité interdépartementale Loire-Haute-Loire	Le chef de l'Unité interdépartementale Loire-Haute-Loire